



Solidarité avec la Bolivie !

Après le Venezuela, la Bolivie est le second pays d'Amérique Latine à porter au pouvoir un président représentant la gauche radicale. Le 18 décembre 2005, avec 53,7 % des suffrages, Evo Morales Ayma est élu... Le premier président bolivien d'origine indigène, autre rupture d'importance !

Pourtant, bien que le parallèle entre les deux pays ait été renforcé par l'alliance étroite et les nombreux échanges noués au sein de l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques), leur basculement politique a une histoire bien différente. La Bolivie a certes, comme le Venezuela, ressenti précocement et durement les effets des politiques d'ajustements structurels néolibérales. Mais la réponse politique aux crises sociales engendrées par les réformes est venue d'un acteur spécifique : le mouvement social. Cette nouvelle gauche qui se hisse au pouvoir est la traduction dans le champ politique des revendications du mouvement social.

Reconstruire depuis un champ de ruines

Après vingt-deux ans de dictatures militaires quasi-ininterrompues, la transition démocratique porte au pouvoir une coalition de gauche, l'Union Démocratique Populaire, qui gouverne de 1982 à 1985. Elle accompagne une politique de réformes structurelles néolibérales qui la rend à ce point impopulaire qu'elle se marginalise politiquement. Cette politique s'attaque également aux grandes entreprises étatiques et notamment aux activités minières, qui constituaient le cœur des secteurs sociaux combattifs en Bolivie. Corollairement, ce sont les organisations sociales construites autour (dont la COB, la centrale ouvrière bolivienne) qui sont sérieusement affaiblies.

Néanmoins, à partir de la fin des années 1980, de multiples résistances sociales renaissent de cette gauche politique et sociale en pleine décomposition, face à l'application « à la hussarde » des réformes néolibérales. Face aussi à la lutte contre le narcotrafic et la culture de la coca, qui a une importance culturelle extrêmement forte chez les populations indigènes de Bolivie. La résistance se développe notamment dans le département de Cochabamba, dont est originaire l'actuel président et ancien leader *cocalero*. Cette zone subit à la fois les excès de la militarisation anti-coca et les échecs de développement de



Les candidats du MAS à la présidence, Evo Morales, et à la vice-présidence, Alvaro García Linera, dans les rue de La Paz.

cultures alternatives. Elle voit aussi se développer une certaine immigration, notamment en provenance des anciens centres miniers. Les nouveaux venus apportent avec eux leurs traditions militantes, qui permettent au syndicalisme paysan de se fortifier et de se réapproprier des répertoires classiques d'action collective (blocage des routes, manifestations, marches...).

La création du MAS (*Mouvement Vers le Socialisme*, parti du président Morales) en 1998 intervient comme une double rupture dans le champ politique bolivien. Rappelons d'abord que son nom original est l'IPSP (*Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples*) : plus qu'un parti politique, il s'auto définit comme un « instrument populaire ». Cette thèse de l'instrument populaire est portée par les *cocaleros* (cultivateurs de coca) lors d'un congrès extraordinaire de la centrale syndicale paysanne bolivienne (CSTUCB) en 1988. Elle mûrit progressivement au cours des années 1990, jusqu'à l'Assemblée pour la Souveraineté des Peuples (ASP) réunie en 1996. L'échec de celle-ci amène à la formation du MAS-IPSP. L'utilisation du sigle MAS correspond simplement à une nécessité tactique : l'inscription d'un parti au registre électoral est en effet restreinte et « MAS » était le sigle disponible d'un parti aujourd'hui disparu.

Le MAS constitue d'abord une rupture avec la conception traditionnelle de la gauche bolivienne séparant le parti en tant qu'« avant-garde éclairée » et le syndicat organisateur des masses. Le MAS est au contraire envisagé comme une extension des syndicats et des mouve-

ments sociaux dans le champ électoral. Il est un instrument de participation politique conçu comme une auto-représentation de la société. Et les syndicalistes paysans ou membres d'autres organisations du mouvement social en constituent la base sociale.

La seconde rupture intervient dans l'articulation entre des revendications de classe et d'identité. Traditionnellement, la gauche bolivienne, représentée par un personnel politique issu des classes moyennes métissées, avait ignoré la question de l'identité ethnique, dans un pays où

70 % de la population affirme parler une autre langue que l'espagnol. Le MAS incorpore et revalorise au contraire l'identité ethnique, en articulation avec celle de classe. Il fait également émerger un nouveau personnel politique, dont le symbole le plus évident est Evo Morales, indien d'origine aymara vivant en terre quechua.

La courte marche vers le pouvoir

A partir des années 2000, le MAS et ses alliés commencent à obtenir des succès politiques d'importance. Ils sont aidés en cela par de nombreux conflits sociaux, longs et radicaux, qui plongent le pays dans une instabilité politique récurrente, mais qui, à partir de revendications et de victoires spécifiques, accèdent peu à peu l'idée d'une alternative globale au libéralisme. Ces conflits « contre-hégémoniques » accordent une crédibilité politique de plus en plus grande aux



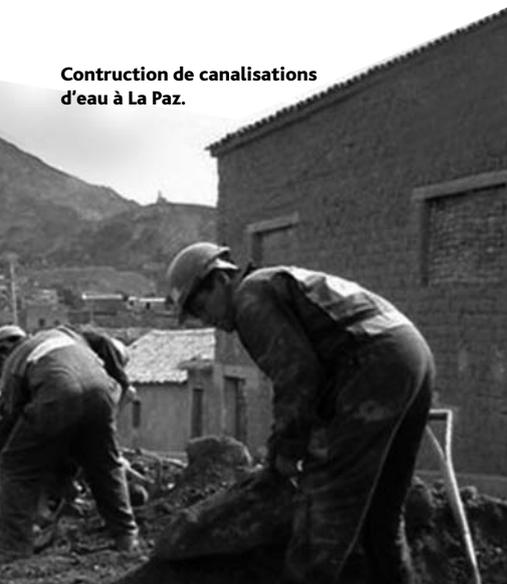
revendications populaires, face au consensus libéral incarné par la grande majorité de la classe politique et des partis traditionnels aux divergences idéologiques mineures.

Il s'agit notamment des fameuses « guerres » de l'eau et du gaz. En 2000 d'abord, l'opposition victorieuse à la délégation du service de l'eau à Cochabamba aboutit à l'expulsion du consortium Aguas del Tunari, emmené par la multinationale Bechtel. Puis en 2005, les mobilisations de la FEJUVE (Fédération des comités de quartier) dans la ville d'El Alto en banlieue de La Paz ont raison d'Aguas del Illimani, qui est propriété d'une société bien connue en France : Suez-Lyonnaise des Eaux. La « guerre du gaz », quant à elle, débute en septembre 2003, de manière spontanée, autour d'un mécontentement social disparate. Elle culmine dans la paralysie totale de La Paz du 12 au 17 octobre. L'armée intervient, causant plusieurs dizaines de morts. Elle s'achève provisoirement par la fuite du président Sanchez de Losada.

Ces crises à répétition ont eu une importance énorme car elles ont fortement contribué à populariser des thématiques qui seront au cœur de la présidence d'Evo Morales : la nationalisation des ressources naturelles du pays, la convocation d'une Assemblée Constituante, une forme de nationalisme anti-impérialiste. Elles contribuent au rejet d'un néolibéralisme qui avait été dominant dans les années 1990, en Bolivie, comme dans l'ensemble de l'Amérique Latine. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 2005, l'ensemble des candidats évoquent la nationalisation des hydrocarbures.

L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales montre un large consensus en faveur du changement de l'ensemble de la société bolivienne, face à une classe politique très décrédibilisée. Il n'est pas simplement l'élus des zones d'influence traditionnelles du MAS (régions occidentales paysannes et *cocaleras*), mais aussi celui d'une classe moyenne urbaine paupérisée. La relative

Construction de canalisations d'eau à La Paz.



modération du programme du MAS (il n'envisionnait alors qu'une nationalisation à 50 % des compagnies énergétiques) a pu aussi convaincre ces secteurs auparavant hostiles. Il reste cependant sous la pression des secteurs sociaux les plus radicaux, qui, tels Roman Loayza, leader d'une fraction de la centrale syndicale paysanne bolivienne (CSTUB) donnait trois mois à Evo Morales pour tenir ses engagements.

Les enjeux du pouvoir

Dès son élection, Evo Morales engage un vaste processus de transformation de la société bolivienne. Tout d'abord, un processus de ré-appropriation des ressources naturelles. Il passe par un décret de nationalisation des hydrocarbures symboliquement signé le 1^{er} mai 2006. Il prévoit qu'à terme, seule la compagnie nationale YPF puisse les commercialiser, et notamment le gaz (deuxième gisement latino-américain), dégageant ainsi une sensible marge de manœuvre financière pour le gouvernement.

La réappropriation s'effectue aussi dans le domaine de l'eau : l'entreprise publique sociale d'eau et d'assainissement (Epsas) se substitue à Aguas del Illimani en janvier 2007, moyennant une compensation pour la rupture de contrat de concession. Enfin, l'un des objectifs de l'Assemblée Constituante est d'établir des « barrières » protégeant la propriété nationale sur les ressources naturelles.

Le deuxième aspect concerne la politique étrangère. Sous le leitmotiv « la Bolivie n'a plus de maîtres, que des partenaires », le nouveau gouvernement s'est engagé dans une politique étrangère alternative. Retrait des troupes américaines stationnées dans le pays, confrontation avec les multinationales étrangères... Enfin, par la signature du Traité Commercial des Peuples (TCP) avec le Venezuela et Cuba en avril 2006 dans le cadre de l'ALBA, la Bolivie s'est engagée dans la création d'un pôle radical en Amérique Latine. L'ALBA (*aube*, en espagnol) entend faire échec au Traité de Libre Echange des Amériques (ALCA) porté par les Etats-Unis, en promouvant des relations commerciales solidaires entre les peuples. Elle permet d'ores et déjà aux Boliviens de bénéficier de programmes sociaux à destination de ses municipalités, de médecins et d'instituteurs cubains.

Le troisième axe consiste dans une refonte constitutionnelle. Dans un pays très instable politiquement, cette nouvelle constitution est un

besoin autant qu'une nécessité symbolique (reconnaissance des droits des indigènes, de la propriété publique des ressources naturelles). C'est autour de l'Assemblée Constituante que se sont cristallisés les affrontements avec les secteurs les plus conservateurs de la classe possédante créole. Elle joue en effet le jeu dangereux de la déstabilisation institutionnelle en refusant de reconnaître la légitimité de l'Assemblée Constituante et en perturbant son fonctionnement. En même temps, elle provoque de durs affrontements autour de la question de l'autonomie régionale. Les quatre provinces de l'Est du pays sont en effet les plus riches et les plus conservatrices, et refusent de partager la manne pétrolière. Un référendum sur l'autonomie régionale y a

ainsi obtenu la majorité en juillet 2006, tandis que le non l'emportait à l'échelle nationale. Devant le blocage institutionnel persistant, en dépit des concessions du MAS aux partis de centre-droit, Evo Morales a décidé de convoquer le 10 août un référendum révocatoire remettant en jeu son mandat ainsi que celui des neuf préfets de région élus.



« Le gaz nous appartient de droit, le récupérer est un devoir »...

La croisée des chemins

La différence essentielle entre la Bolivie et le Venezuela est l'existence d'un mouvement social ancien, combatif, enraciné et vigilant, qui a décidé de se transcrire dans le champ politique. Il constitue peut-être la meilleure chance de sauvegarder les acquis du processus quelque soit le devenir du leadership politique, et d'éviter les dérives autoritaristes ou verticalistes que l'on peut parfois craindre au Venezuela.

La Bolivie connaît en revanche une crise politique qui n'est pas sans rappeler celle du Venezuela au début de la décennie : la mise à l'épreuve d'un projet développementaliste et redistributeur modéré face aux tensions sociales provoquées par des forces conservatrices issues des années de dictature. Si le référendum révocatoire du 10 août ne permet pas une stabilisation politique, ce sera l'affrontement. Au Venezuela, il a eu pour conséquence un coup d'état de 48 heures, un appui renforcé des couches populaires et une « révolution dans la révolution ». Peut-être la Bolivie suivra-t-elle un chemin similaire. ●

THOMAS BRISSET

POUR EN SAVOIR PLUS, un petit livre très bien fait d'Hervé do Alto, *Nous serons des millions*, qui vient de paraître aux Editions Syllepses. On peut aussi s'informer sur www.risal.net, où se trouvent les contributions de Raul Zibechi et de Shirley Orozco.